



Comment je me suis « radicalisé » : un professeur de philosophie explique pourquoi il bloquera les notes du baccalauréat



C'est un courrier au titre choc "Comment je me suis radicalisé", signé par un enseignant, qui est parvenu à notre rédaction.

Il se dit syndiqué, mais pas spécialement « anti-système », ni « casseur ». Ce professeur de philosophie exerce dans un lycée public de la région. Il corrige comme chaque année depuis un quart de siècle des copies d'élèves ayant planché sur sa matière pour les épreuves du baccalauréat. Mais devant le refus du gouvernement de revenir sur certains points de la réforme Blanquer, et depuis l'adoption de l'article 1 de ladite réforme, il a décidé de bloquer les résultats de l'examen, sans limite dans le temps. Il n'est pas isolé dans sa démarche : selon lui, plus de 80 de ses collègues professeurs de philosophie dans l'Académie de Toulouse ont décidé d'adopter cette position jusqu'au-boutiste.

Le gel des notes du bac

« Nous allons faire notre travail, avec des corrections normales, que nous ferons constater par huissier, mais les notes que nous donnerons seront gelées, nous ne rentrerons pas nos données dans le logiciel prévu à cet effet, pour marquer notre mécontentement », explique cet enseignant qui préfère garder l'anonymat, par peur de représailles.

Ce professeur expérimenté parle d'un acte de désobéissance civile, aboutissement d'un ras-le-bol devant une inspection académique restant sourde au cri d'alarme lancé par le corps enseignant devant la réforme du ministre de l'Education Nationale, Jean-Michel Blanquer. Une réforme qui sonne le glas, selon ce professeur en colère, de certaines spécialités.

"Dans ma ville par exemple, nous nous sommes rendus compte qu'on supprimait certaines spécialités, comme l'espagnol. Pour les choisir, les élèves devront aller au lycée d'à côté, qui est privé, et qui devant l'afflux d'élèves, risque d'augmenter les frais d'inscription. Dans plusieurs lycées de mon département, on dit aux élèves que certaines spécialités n'y seront plus enseignées, qu'ils peuvent aller voir ailleurs s'il leur reste de la place, ou bien payer le CNED pour avoir des cours par correspondance(...). Nous ne trouvons pas ça normal."

En résistance face à sa hiérarchie

Ce professeur, "radicalisé" selon ses propres termes, avoue avoir hésité à rentrer en résistance face à sa hiérarchie. Mais selon ses propres dires, "la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est lors de notre réunion de correcteurs, cette semaine. Nous avons demandé à notre inspecteur de nous réunir pour parler de nos inquiétudes, puisque la plupart des collègues, toutes disciplines

confondues, sont désormais hostiles au projet de lycée Blanquer. Il nous a menacé de nous envoyer les CRS. Dire à des profs de philo, formés au débat et à la discussion, qu'on n'a pas le droit, ne serait-ce que de parler, c'est inentendable."